

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## "La SAS Food Plaza se veut une entreprise citoyenne"

**LANCÉE** le 7 juillet dernier dans l'enceinte de l'aéroport international Léon-Mba, Food Plaza est une jeune entreprise citoyenne qui se lance dans la restauration rapide. Pour en savoir davantage sur cette structure, son président, David Nadai, s'est confié à notre rédaction.

Propos recueillis par Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

**L'UNION.** Quelle est la particularité de Food Plaza ?

**David Nadai :** La SAS Food Plaza se veut une entreprise citoyenne qui base son recrutement sur du 100% gabonais. Elle entend devenir une vitrine des produits locaux. C'est une entreprise qui ambitionne de révolutionner l'idée que l'on se fait des restaurants d'Aéroport. Elle accompagne ses employés dans leur plan de carrière, car elle forme et donne une chance grâce au

concours et à l'implication de l'Office national de l'emploi, à des jeunes Gabonais avec peu ou pas d'expérience, encadrés par des responsables plus aguerris.

**Comment l'entreprise s'organise-t-elle avec cette crise de la Covid-19 ?**

La SAS Food Plaza se doit, en pleine crise de la Covid-19, de respecter toutes les mesures gouvernementales et sanitaires liées à cette pandémie. Nous avons ouvert de manière progressive La Brasserie Léon couvrant les petits-déjeuners et déjeuners, ainsi que la partie Pizza du Yoka Fast Food. La totalité de cette offre étant disponible sur place ou à emporter. Nous nous devons d'être innovants en matière commerciale. Un planning des offres promotionnelles est géré par un pool de spécialistes qui prépare, diffuse et suit nos diverses offres sur les différents réseaux (presse, facebook, Instagram, etc.)

**Quelles sont vos perspectives ?**

Comme toute entreprise, nous souhaitons à moyen et long termes nous développer. Toutefois, nous sommes conscients que nous devons asseoir notre notoriété et améliorer encore nos standards et finaliser (dès que la situation économique s'y prêtera) l'ouverture de tous nos restaurants composant notre Food Court. Notre plan media et nos prévisions d'ouverture suivent l'évolution des mesures gouvernementales.



David Nadai, président de la SAS Food Plaza

## Lambaréné manque d'énergie

GM. NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

**À** Lambaréné, la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) éprouve beaucoup de mal à alimenter convenablement les populations. Plusieurs zones manquent d'eau et d'autres, comme les quartiers Isaac et Adouma, ont au robinet une eau d'une couleur jaunâtre qui intrigue les ménages. Nouvellement arrivé au poste de ministre d'État en charge de l'Énergie, Alain-Claude Bilie-By-Nze a lui-même fait ce constat le week-end écoulé. Le membre du gouvernement s'est, en effet, rendu sur différentes stations de traitement d'eau et des installations électriques de cette ville pour relever les difficultés qui freinent la distribution correcte de l'eau et de l'électricité.

"Nous avons pu nous rendre compte de ce qu'une part importante de ces installations est aujourd'hui vétuste. Notamment la production de l'électricité, même si le potentiel installé permet aujourd'hui d'alimenter la ville. Il est évident que toutes les zones ne sont pas aujourd'hui alimentées", a-t-il déploré.

S'agissant plus particulièrement de l'eau, le ministre d'État a relevé que : " (...) c'est un vrai souci, avec ce gros paradoxe parce que Lambaréné est



Le ministre d'État Alain Claude Bilie-By-Nze et sa délégation ici à la première station de traitement d'eau de Lambaréné.

gorgée d'eau avec le principal fleuve du Gabon, l'Ogooué, qui traverse cette belle ville. Paradoxalement, nous avons des quartiers entiers où les populations n'ont pas d'eau potable." La première station de traitement d'eau de la ville qui alimente le premier arrondissement avait été construite pour une production de 3500 m<sup>3</sup>/jour, lorsque le nombre d'habitants était encore faible. Or la ville s'est agrandie et exige désormais une plus grande performance de production. La SEEG est la seule entreprise qui distribue l'eau et l'électricité à la population. Cette position de monopole semble l'avoir poussée à négliger l'in-

vestissement et surtout le renouvellement de son outil de production. Les différents manquements observés dans la distribution de l'eau et de l'électricité motiveront peut-être le gouvernement à se prononcer sur la libéralisation du secteur en y favorisant de la concurrence. Connaissant bien les difficultés des riverains sur cette question, la ministre de la Fonction publique, Madeleine Berre, par ailleurs élue du coin, qui accompagnait le ministre de l'Énergie durant l'inspection, a dit avoir beaucoup d'espoir après cette visite, et attend des réponses concrètes aux sollicitations des populations.

## Les brèves

**Niger/Électricité** - Les travaux de construction d'une centrale solaire photovoltaïque d'une puissance comprise entre 30 et 60 MWC seront bientôt lancés à Niamey sur le site de Gorou Banda. Un projet de loi a été adopté à l'issue du Conseil des ministres du mercredi 26 août dernier, déclarant d'utilité publique le site en question. Cette procédure permettra à l'État de disposer de l'espace nécessaire à l'installation des équipements de la centrale photovoltaïque, conformément aux textes en vigueur.

**Nigeria/Transports** - Les vols internationaux à destination et au départ du Nigeria n'ont pas repris le 29 août dernier, comme initialement planifié. Le gouvernement a reporté l'ouverture des frontières aériennes au samedi 5 septembre prochain, a annoncé le directeur de l'aviation civile (NCAA), le capitaine Musa Nuhu. Selon les récentes prévisions de l'Association internationale du transport aérien (IATA), le pays devrait enregistrer 5,7 millions de passagers en moins en 2020.  
Par OAE